



FAITS MARQUANTS DU FPHN 2015: MARDI 7 JUILLET 2015

L'édition 2015 du Forum politique de haut niveau sur le développement durable (FPHN) sous l'égide du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC), s'est poursuivie mardi 7 juillet. Le matin et l'après-midi, la réunion ministérielle a mené des dialogues animés sur les thèmes « Communiquer et appliquer un programme universel chez soi » et « Notre FPHN au cours des 15 prochaines années ». L'après-midi, le débat général de la semaine de réunion de haut niveau a débuté sous l'égide de l'ECOSOC.

« COMMUNIQUER ET APPLIQUER UN PROGRAMME UNIVERSEL CHEZ SOI »

En ouvrant la séance du matin, le Vice-Président de l'ECOSOC Mohamed Khaled Khiri, de la Tunisie, a souligné qu'un scénario est nécessaire pour inspirer les populations et les inciter à appuyer la mise en œuvre du programme de développement pour l'après-2015, en faisant observer que la manière dont le FPHN soutient ce processus doit être étudiée plus avant.

La Modératrice Laura Trevelyan, Présentatrice à la BBC, a décrit les ODD comme « les descendants » des OMD. Tout en les déclarant plus solidaires, elle a souligné que l'enjeu reste de les traduire en impacts concrets.

Carlos Alvarado Quesada, Ministre du développement social du Costa Rica a demandé: d'apporter à la pauvreté visibilité et réalité grâce à des cadres et des indicateurs clairs; d'autonomiser les acteurs sociaux en « donnant accès et partageant le tableau de contrôle »; de combattre « l'opacité des moyennes » car « personne n'appréhende la réalité de manière globale »; et de se fonder sur une réalité partagée pour créer un scénario qui motive l'action, poursuive un objectif et implique les acteurs.

Thomas Silberhorn, Secrétaire d'Etat parlementaire auprès du Ministre fédéral de la coopération économique et du développement de l'Allemagne, a appelé à un changement de paradigme afin que le caractère durable devienne le centre des mesures adoptées et soit intégré dans les objectifs nationaux. Il a souligné que d'importants axes d'action collective des parties prenantes peuvent être concrétisés grâce à des partenariats.

Piotr Otawski, Vice-Ministre de l'environnement de la Pologne, a déclaré qu'il n'existe pas de contradiction entre le programme de développement pour l'après-2015 et les politiques nationales, mais que les enjeux du développement durable sont d'une telle ampleur et d'une telle complexité qu'il est nécessaire de coopérer. Il a souligné que l'éducation et la sensibilisation sont cruciales.

Jim Clarken, Directeur exécutif d'Oxfam Irlande, a souligné que les 15 prochaines années pourraient être les plus porteuses de changement, avec des perspectives encourageantes de participation de l'ensemble des parties prenantes, mais qu'il est nécessaire d'investir dans la communication à tous les niveaux.

L'intervenant Joško Klisović, Vice-Ministre des affaires étrangères et européennes de la Croatie, a fait observer que les gouvernements nationaux ont la responsabilité de présenter

le programme de développement pour l'après-2015 dans un langage que les citoyens et les groupes de parties prenantes peuvent comprendre, auquel ils peuvent s'associer et s'intéresser. Il a déclaré que la communication devrait faciliter le processus d'appropriation par chacun, les gouvernements étant chargés de résoudre les conflits d'intérêt et de gérer le financement afin de permettre la mise en œuvre.

L'intervenant Peter Davies, Commissaire du Pays de Galles pour un avenir durable, du Royaume-Uni, a fait référence à l'expérience du Pays de Galles et a décrit un modèle utilisé pour intégrer le développement durable dans la législation du Gouvernement gallois. Il a mis l'accent sur l'importance: de la consultation et de la participation du public; des rapports permettant d'éclairer la prise de décision et d'informer le public en ce qui concerne les progrès accomplis en vue d'atteindre l'ensemble des sept objectifs propres au pays; et des petites avancées menant à des mesures concrètes.

L'intervenante Brigitte Johanne Trauernicht-Jordan, de SOS Villages d'Enfants International, a appelé à impliquer directement les enfants et les jeunes dans l'évaluation et la mise en œuvre du programme de développement pour l'après-2015. Elle a mis l'accent sur l'importance de présenter de manière efficace le programme de développement dans sa complexité et de favoriser la participation tout au long du processus.

Au sujet de la communication, les débats ont abordé la manière: de traduire les ODD en politiques sectorielles; de se fonder sur les initiatives en matière de développement durables existant au niveau national; de lier les ODD au bien-être de chaque citoyen; d'aborder l'objectif relatif aux changements climatiques, en particulier pour les PEID; de définir les ODD selon des termes permettant une communication efficace au niveau national; de délivrer des messages concis et simples; et de présenter un avenir « exaltant et passionnant » à l'aide de messages adaptés aux différents groupes de parties prenantes.

D'autres débats ont mis l'accent sur les femmes et le genre en tant que problématique transversale, en demandant que les femmes soient incluses à tous les niveaux de la prise de décision. Les délégués ont examiné les manières d'intégrer les ODD dans les politiques nationales et ont débattu du rôle des consultations des parties prenantes dans ce processus.

En réponse à la question de savoir si les ODD sont suffisamment flexibles pour intégrer les migrations, les panélistes ont déclaré que « nous vivons dans un village global et sommes tous touchés par les crises concernant les réfugiés ». Ils ont souligné que chaque pays touché doit élaborer sa propre politique nationale de réponse aux crises liées aux réfugiés et qu'une coopération entre les ministères, dès les prémices des crises, est nécessaire, tout en conservant une vision à moyen et long termes.

Les délégués ont également évoqué: l'importance d'impliquer les enfants et les jeunes à tous les échelons et de leur offrir un espace de participation; la manière de traiter les inégalités au sein des pays et entre eux; et la difficulté de hiérarchiser les ODD en matière de mise en œuvre nationale.

Ce numéro du Bulletin des Négociations de la Terre © <enb@iisd.org> a été rédigé par Olivia Freeman, Sandra Gagnon, Ph.D., Kate Louw et Anna Schulz. Edition numérique: Francis Dejon. Version française: Alexandra Lefevre. Editrice en chef: Pamela S. Chasek, Ph.D. <pam@iisd.org>. Directeur du Service des informations de l'IIDD: Langston James "Kimo" Goree VI <kimo@iisd.org>. Les bailleurs de fonds du Bulletin sont: l'Union européenne, le Gouvernement suisse (Office fédéral de l'environnement (OFEV) et Direction du développement et de la coopération (DDC)), et le Royaume d'Arabie saoudite. Un soutien général est accordé au Bulletin, au titre de l'exercice 2015, par: le ministère fédéral allemand de l'environnement, de la préservation de la nature, du bâtiment et de la sécurité nucléaire (BMUB), le ministère néo-zélandais des affaires étrangères et du commerce extérieur, SWAN International, le ministère finlandais des affaires étrangères, le ministère nippon de l'environnement (à travers l'Institut des stratégies environnementales mondiales - IGES), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), et le Centre de Recherche pour le développement international (CRDI). Le financement pour la traduction du Bulletin en français a été fourni par le gouvernement de la France, la Wallonie, le Québec et l'Organisation internationale de la francophonie/Institut de la francophonie pour le développement durable (OIF/IFDD). Les opinions exprimées dans le Bulletin appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas forcément les vues de l'IIDD et des bailleurs de fonds. Des extraits du Bulletin peuvent être utilisés dans des publications non commerciales moyennant une citation appropriée. Pour tout renseignement, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du Service des informations de l'IIDD, <kimo@iisd.org>, au +1-646-536-7556 ou par courrier au 300 East 56th St., 11D, New York, New York 10022, USA. L'équipe de l'ENB présent au FPHN 2015 peut être contacté par email à l'adresse suivante: <anna@iisd.org>.



<http://enb.iisd.mobi/>

« NOTRE FPHN AU COURS DES 15 PROCHAINES ANNEES »

Le Vice-Président de l'ECOSOC Oh Joon, de la République de Corée, a présenté la session, en rappelant les missions principales du FPHN, qui fournit des orientations politiques et des recommandations sur le suivi et l'examen de l'exécution des engagements relatifs au développement durable. Il a mis l'accent sur les principales questions restant à résoudre en ce qui concerne les fonctions du FPHN, notamment: le format et la préparation des examens; l'opportunité de se concentrer chaque année sur un ensemble restreint d'ODD ou sur des thèmes transversaux; la manière dont le Forum peut appuyer les mesures nationales afin d'accélérer la mise en œuvre; et la manière de renforcer la participation d'un plus large ensemble d'acteurs.

Oyun Sanjaasuren, Présidente de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement (ANUE) et Ministre de l'environnement et du développement vert de la Mongolie, a mis l'accent sur le rôle de l'ANUE, en tant qu'autorité onusienne mondiale de l'environnement fournissant des orientations politiques sur la dimension environnementale du développement durable. Elle a en outre mis l'accent sur le potentiel important de collaboration entre l'ANUE et le FPHN en matière de suivi et d'examen des ODD. Elle a déclaré que pour que le FPHN puisse mener à bien l'examen du programme de développement pour l'après-2015, il doit consolider ses travaux, créer des liens et établir des partenariats.

Tun Tun Naing, Secrétaire permanent au Ministère de la planification nationale et du développement économique du Myanmar, a souligné que l'examen de la mise en œuvre et des progrès doit se fonder sur les expériences concrètes menées au niveau national. Il a souligné que la coordination entre les représentants concernés des gouvernements, de la société civile, du milieu universitaire et du secteur privé est essentielle au niveau national. Il a également fait observer qu'outre la coopération et la coordination avec les mécanismes mondiaux, la réalisation des ODD demande, entre autres, un accès aux données en temps opportun et à tous les niveaux.

Riaz Hamidullah, du Ministère des affaires étrangères du Bangladesh, a déclaré qu'au niveau mondial, le FPHN devrait équilibrer les attentes quant à ses résultats et s'assurer que les points saillants du Rapport mondial sur le développement durable et les expériences du FPHN sont dûment pris en considération au niveau national.

Silvana Koch-Mehrin, Présidente du Forum mondial des femmes parlementaires, a averti que les ODD doivent être envisagés « sous un angle différent » de façon à ce que les parlementaires soit prêts à participer et à communiquer sur ce thème. Les méthodes permettant d'y parvenir incluent, selon elle, des débats internes sur les ODD.

L'intervenant Pio Wennubst, Sous-Directeur général de la Direction suisse du développement et de la coopération, a mis l'accent sur la réunion du FPHN organisée sous l'égide de l'AGNU « en 2019 » comme un événement phare. Il a en outre fait observer que la réunion du FPHN de 2016 créera un espace permettant le partage des expériences et des enseignements entre les États membres, notamment en ce qui concerne les plans nationaux de mise en œuvre du programme de développement pour l'après-2015, ainsi que des débats portant sur un ensemble d'objectifs et de cibles.

L'intervenante Lakshmi Puri, Sous-Secrétaire générale des Nations Unies et Directrice exécutive adjointe chargée de l'appui aux mécanismes intergouvernementaux et des partenariats stratégiques, de l'ONU-Femmes, a souligné que le suivi et l'examen de la mise en œuvre dans le cadre du FPHN doivent comprendre des engagements en matière d'égalité des sexes qui soient entièrement conformes aux normes mondiales les plus élevées en la matière. Elle a en outre mis l'accent sur les engagements en matière de suivi et d'examen formulés au titre des Déclaration et Programme d'action de Beijing.

L'intervenant Daniel Lang, de Sutherland Global Services, Inc., a indiqué que le secteur de l'approvisionnement réclamera bientôt que les fournisseurs démontrent qu'ils possèdent un « plan relatif à l'approvisionnement » responsable « et des objectifs de développement durable », élaborés au sein de chaque entreprise, et il a signalé le rôle que les Nations Unies peuvent jouer dans le secteur en matière d'établissement de normes et d'orientation vers des pratiques optimales. Il a souligné comme étant essentiels à un approvisionnement responsable: les

engagements en matière de dignité humaine, les engagements relatifs à l'impact social; et les engagements pour la protection de l'environnement.

L'intervenante Nairara Garcia da Costa Chaves, de Beyond 2015, du Brésil, a déclaré que le FPHN devrait être axé sur les personnes et leur appartenir afin de permettre l'appropriation de son programme à tous les niveaux. Elle a souligné qu'un engagement en matière de vulgarisation et de communication est nécessaire.

Au cours du débat qui a suivi, les délégués ont abordé: le soutien et la promotion de la cohérence dans l'ensemble du système onusien en ce qui concerne le suivi et l'examen; l'adoption d'approches thématiques pour élaborer le programme du FPHN; et le renforcement de la participation des enfants et des jeunes.

D'autres débats ont porté sur: un bureau indépendant qui fonctionne tout au long de l'année; le besoin d'un secrétariat unique et intégré pour organiser les réunions du FPHN; l'importance de tirer des enseignements des autres plateformes et partenariats; les approches innovantes et ascendantes; les responsabilités communes mais différenciées; les questions relatives à la manière de traiter et de coordonner les cibles en l'absence de plateformes officielles et à la manière d'impliquer tous les acteurs dans ce processus; la prévention d'une bureaucratie plus lourde et d'une surcharge de rapports; la nécessité que le FPHN soit encourageant et non punitif; un programme annuel pour le FPHN qui favorise l'intégration; l'élaboration d'une feuille de route pour un programme de travail fructueux; la reconnaissance du fait qu'il faudra du temps avant que le FPHN soit pleinement opérationnel; la manière dont les parlementaires peuvent « se mobiliser spontanément »; et de nouveaux indicateurs innovants permettant de mesurer les facteurs conduisant à des changements transformateurs.

Les panélistes et les intervenants ont mis l'accent sur: l'utilisation des structures existantes, comme l'ANUE; l'examen minutieux des indicateurs régionaux; l'apport d'orientations politiques et stratégiques, sans être contraignant; l'examen de la manière dont l'ECOSOC et le FPHN seront organisés à long terme; l'étude de la manière dont les rubriques et les groupes thématiques sont organisés dans le cadre du FPHN; la valorisation du rôle des statistiques; l'implication d'acteurs nationaux hors de la sphère du développement et de la politique étrangère; l'implication des parties prenantes au moyen de partenariats; et l'offre d'une approche progressive mais rapide permettant de développer les capacités pour le FPHN.

DANS LES COULOIRS

Le débat général de la semaine de réunion de haut niveau de l'ECOSOC a commencé mardi après-midi, les déclarations y reflétant de près les discussions menées au cours de l'avant-dernière journée de réunion du FPHN.

Le débat du matin mené dans le cadre du FPHN a mis l'accent sur les rôles importants de chaque pays en matière de communication et de mise en œuvre du programme de développement pour l'après-2015. Ainsi que l'a exprimé un délégué, « comme la mise en œuvre est volontaire, l'appropriation nationale est particulièrement importante pour présenter le programme au niveau national ». Néanmoins, de nombreux délégués ont estimé que pour réussir la fusion des mesures nationales et régionales au niveau mondial, un cadre solide est nécessaire au FPHN, ce qui a constitué le thème du débat de l'après-midi mené sous l'égide de l'ECOSOC.

La structure et la fonction du FPHN n'étant pas entièrement définies à ce jour, un délégué a averti que pour que le FPHN réponde à ses attentes élevées, il ne doit pas être surchargé ou, comme un autre délégué l'a indiqué, constituer un « lieu où parler boutique » ou une tribune où « pointer du doigt et dénigrer ». Alors que l'après-midi s'achevait, un délégué a présumé qu'« un exercice d'équilibriste, qui intègre les plateformes existantes, les niveaux d'engagement et un certain nombre de parties prenantes, est nécessaire pour progresser, afin de se doter d'un FPHN qui maintienne une solide cohérence entre la variété de thèmes et de programmes ».

COMPTE-RENDU ET ANALYSE DU BNT: Le compte-rendu et l'analyse du Bulletin des négociations de la Terre sur l'édition 2015 du FPHN sera disponible en ligne samedi 11 juillet 2015, à l'adresse suivante: <http://www.iisd.ca/hlpf/2015/>